

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1912-1913

COMMISSION DES PÉTITIONS

FEUILLETON AU 17 DÉCEMBRE 1912

Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
---------------------	--

- | | | |
|----|-----|--|
| 1. | 69. | Le nommé Attenelle, Laurent, détenu à la prison de Saint-Gilles, se plaint itérativement d'un déni de justice. |
|----|-----|--|

DÉCISION :

Ordre du jour.

- | | | |
|----|-----|--|
| 2. | 98. | Par pétition datée de Tournai, le sieur Regnault, Henri, se plaint d'être interné abusivement dans l'asile d'aliénés de cette ville. |
|----|-----|--|

DÉCISION :

Ordre du jour.

- | | | |
|----|------|--|
| 3. | 208. | Le nommé Lecocq, Mathieu, interné au dépôt de mendicité de Merxplas, se plaint itérativement d'un déni de justice et de mauvais traitements. |
|----|------|--|

DÉCISION :

Ordre du jour.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
---------------------	--

- | | | |
|----|------|--|
| 4. | 405. | Par pétition datée d'Anvers, le sieur Pirllet, directeur du journal <i>le Sous-officier belge</i> , prie itérativement le Sénat d'accorder le droit de vote aux sous-officiers et, en général, aux volontaires de carrière qui réunissent les conditions d'âge exigées par la loi. |
|----|------|--|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | | | |
|----|------|---|
| 5. | 416. | Les sieurs A. Moxhet, A. Camus et Van Eecke, respectivement président, vice-président et secrétaire de l'Union pharmaceutique luxembourgeoise, à Bertrix, émettent un vœu tendant à rendre plus sévères les lois existantes ou à en créer de nouvelles en vue de supprimer la vente des remèdes abortifs et d'interdire la publicité qui les recommande et renseigne les pharmaciens sans scrupules qui les débitent. |
|----|------|---|

Les pétitionnaires estiment qu'il est urgent de réprimer cette exploitation malhonnête.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

- | | | |
|----|-------|---|
| 6. | 481a. | Le Conseil communal de Gilly émet le vœu de voir les Chambres législatives porter sans retard à leur ordre du jour la question de la revision de l'article 47 de la Constitution dans le sens de l'application à toutes les élections du système de scrutin dénommé « suffrage universel pur et simple, à vingt et un ans d'âge et six mois de résidence. » |
|----|-------|---|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | | | |
|----|-------|---|
| 7. | 481b. | Le Conseil communal de Flénu émet le vœu « de voir le Gouvernement et les Chambres législatives établir, sans retard, le suffrage universel pur et simple à vingt et un ans et six mois de résidence à tous les degrés. » |
|----|-------|---|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
8.	482.

Le Conseil communal de Nalinnes émet le vœu « de voir la nomination des bourgmestres confiée aux Conseils communaux. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

9. 484. Le Conseil communal de Gilly « émet le vœu de voir les Chambres législatives décréter l'abolition de la loi du 30 mai 1892 (article 310 du Code pénal), portant répression des atteintes à la liberté du travail. »

Même pétition des Conseils communaux de Jumet, Ninove, Marcinelle, Boussu.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

10. 485. Le Conseil communal de Marcinelle émet le vœu de « voir remplacer le régime électoral actuel, entièrement injuste, par le suffrage universel pur et simple donnant le droit d'un vote unique à tout citoyen âgé de vingt et un ans. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

11. 486. Le Conseil communal d'Anderlecht émet le vœu en faveur de la suppression de toutes les taxes frappant les denrées alimentaires, ainsi que la libre entrée du bétail étranger et de la viande congelée ou frigorifiée.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

12. 487. Le Conseil communal de Nalinnes « émet le vœu de voir les Chambres législatives décréter la revision constitutionnelle le plus tôt possible et, à titre subsidiaire, réformer à bref délai tout au moins la loi électorale provinciale et communale dans le sens du suffrage universel à vingt et un ans d'âge et six mois de résidence, avec application intégrale de la représentation proportionnelle. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

	Numéros
Numéros	du registre des
d'ordre.	pétitions.
13.	490.

Le Conseil communal de Chaudfontaine « émet le vœu de voir la Législature reviser les lois électorales dans le sens du suffrage universel pur et simple à vingt-cinq ans, avec représentation proportionnelle intégrale pour les deux Chambres, la province et la commune ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

14. 496a. Le Conseil communal de Herstal « proteste énergiquement contre l'idée injustifiable de la création d'une ligne de chemin de fer qui, partant de Louvain pour aboutir à Aix-la-Chapelle, éviterait les villes de Liège et de Verviers et leurs importantes agglomérations.

» Prie le Gouvernement de tenir les engagements solennellement pris par M. le Ministre Helleputte en la séance de la Chambre des Représentants, le 31 juillet 1907, et en celle du Sénat le 9 août de la même année, et qui reconnaissent les droits absolus et imprescriptibles des agglomérations liégeoises et verviétoises. »

Même pétition des président et secrétaire de la Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics et civils du pays de Liège, des Conseils communaux d'Ougrée, Forêt, Hollogne-aux-Pierres, Chai-neux, Rahier, Jalhay, Olne, Andrimont, Xhendelesse, Cheratte et Seraing.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer.

15. 496b. Le Conseil communal d'Ensival émet le vœu « de voir les pouvoirs publics écarter définitivement le projet de détournement des grands express internationaux par Visé, et manifeste toute sa sympathie pour le tracé Fontaine-Laloux. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
16.	497.

Le Conseil communal de Mariembourg émet le vœu « de voir la Législature reviser les lois de contrainte linguistique de 1883 et de 1910, d'une part, et celle de 1908, d'autre part, dans le sens constitutionnel de la liberté des langues. »

Même pétition des conseils communaux de Courcelles, Fontaine-l'Évêque et Gilly.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts
et à M. le Ministre de la Justice.*

- | | | |
|-----|------|--|
| 17. | 499. | Le Conseil communal de Sars-la-Buissière émet le vœu « de voir la Législature instituer une caisse générale de pensions pour les agents des communes et des administrations dépendant des communes, leurs veuves et leurs orphelins, moyennant le respect des situations acquises dans les caisses existantes, et l'intervention, concurremment avec les intéressés, non seulement des communes, mais encore de l'État et des provinces. » |
|-----|------|--|

Mêmes pétitions des Conseils communaux de Sirault, Jumet, Poperinghe, Molenbeek-Saint-Jean, Schaerbeek, Seraing, Hulste, Lophem, Anderlecht et Ixelles.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | | | |
|-----|------|---|
| 18. | 510. | Le Conseil communal de Courcelles émet le vœu de voir les Chambres législatives décréter le suffrage universel pur et simple. |
|-----|------|---|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | | | |
|-----|------|--|
| 19. | 518. | Le sieur E. Everaerts, instituteur à Uccle, porteur du certificat de capacité pour l'enseignement des notions d'agriculture dans les écoles primaires, demande que les certificats d'aptitude à l'enseignement du travail manuel et de l'agriculture soient assimilés aux diplômes de dessin et de gymnastique, en ce qui concerne les avantages attribués à la pension. |
|-----|------|--|

Même pétition des sieurs :

Brants, Louis, instituteur à Anderlecht ;
Delit, Jean, instituteur à Saint-Gilles-lez-Bruxelles ;
François, Camille, instituteur à Ixelles ;
Maes, Jean, professeur de dessin à l'école moyenne
de Termonde ;
Mettewie, Henri, instituteur à Saint-Gilles-lez-Bru-
xelles ;
Nonnon, Fernand, instituteur à Nivelles ;
Pinte, Jean, instituteur à Langdorp ;
Salmon, Joseph, instituteur à Hingeon ;
Servais, Gaspard, instituteur à Ixelles ;
Neerdaels, instituteur à Bruxelles ;
Vanbesien, instituteur à Saint-Gilles-lez-Bruxelles ;
Veltmans, professeur à l'école normale de Tirlemont ;
Launoy, instituteur à Ethe.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

20. 519a. Le Conseil communal de Gilly émet le vœu en faveur
de l'instruction obligatoire, neutre et laïque.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

21. 519b. Le Conseil communal de Chaudfontaine émet le vœu
de voir la Législature reviser la loi sur l'instruction
primaire en décrétant l'instruction obligatoire pour tous
les enfants âgés de six à quatorze ans.

Même pétition des Conseils communaux de Marcinelle
et de Nalinnes.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

22. 533. Le Bureau de bienfaisance de Namur émet, à l'unani-
mité, le vœu de voir les Chambres législatives voter une
loi exonérant de l'impôt foncier les biens appartenant
aux bureaux de bienfaisance.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
23.	534.

Le Conseil communal de Bressoux proteste énergiquement contre l'exhaussement de la ligne actuelle du chemin de fer de Liège à Visé et insiste vivement pour que le projet proposé soit modifié dans le sens indiqué par ce Conseil.

Même pétition d'habitants de Liège.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer.

- | | | |
|-----|------|--|
| 24. | 535. | Par pétition datée de Liège, les président et secrétaire de la Fédération neutre des sociétés de secours mutuels de l'arrondissement de Liège transmettent au Sénat un ordre du jour voté par l'assemblée générale de cette fédération, émettant le vœu de voir résoudre la question des pensions de vieillesse par l'obligation, avec liberté du choix des moyens et la triple participation des pouvoirs publics, des patrons et des intéressés. |
|-----|------|--|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

- | | | |
|-----|------|--|
| 25. | 536. | Le Conseil communal de Jumet émet le vœu de voir les pouvoirs législatifs légiférer en faveur de la reconnaissance du 1 ^{er} mai comme fête légale. |
|-----|------|--|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | | | |
|-----|------|---|
| 26. | 537. | Le Conseil communal de Forêt émet le vœu de voir les Chambres législatives décréter la revision constitutionnelle et réformer la législation électorale provinciale et communale par l'établissement du suffrage universel pur et simple à vingt-cinq ans et un an de résidence, avec application de la représentation proportionnelle intégrale. |
|-----|------|---|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
27.	538.

Le Conseil communal de Forêt émet le vœu de voir les Chambres législatives établir l'instruction obligatoire, laïque et gratuite, avec adjonction de cantines scolaires.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

28.	539.	Le Conseil communal de Courcelles émet le vœu de voir les Chambres législatives décréter l'instruction obligatoire.
-----	------	---

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

29.	540.	Le Conseil communal de Chênée émet le vœu de voir les Chambres législatives :
-----	------	---

« A) Décréter la revision constitutionnelle pour établir le suffrage universel pur et simple, avec application de la représentation proportionnelle à tous les degrés ;

» B) Instaurer l'instruction obligatoire pour les enfants de six à quatorze ans et, pour les enfants de quatorze à dix-huit ans, l'obligation de fréquenter soit une école d'adultes, soit une école professionnelle, pendant un certain nombre d'heures par semaine, sauf dans le cas où ils justifieraient faire ou avoir fait des études équivalentes ;

» C) Prendre toutes les mesures que comporte l'application de l'instruction obligatoire. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

30.	541.	Le Conseil communal de Nalinnes émet le vœu « de voir la Législature voter le projet sur les pensions ouvrières, donnant un franc par jour aux vieux ouvriers âgés de soixante-cinq ans. »
-----	------	--

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
31.	542.

Le Conseil communal d'Uccle « qui, le 11 février 1912, s'est déclaré partisan du suffrage universel pur et simple, émet le vœu de voir les Chambres, dans un intérêt de pacification et de justice, se rallier à la revision de l'article 47 de la Constitution. »

Même pétition des Conseils communaux de Cuesmes, Charleroi, Anvers, Wasmès, Momalle, Tihange, Ninove, Beyne-Heusay, Anderlecht, Morlanwelz-Mariemont, Louvain, Quiévrain, Neufchâteau et des membres du comité du Cercle « Le Progrès », à Barchon.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

32.	543.	Le Conseil communal d'Elouges, « prenant connaissance du résultat des élections du 2 juin 1912, émet le vœu de voir les mandataires anticléricaux réclamer plus que jamais le suffrage universel pur et simple, la séparation administrative des provinces wallonnes des provinces flamandes. »
-----	------	---

Même pétition des Conseils communaux de Roux, Wihéries, Dour et Quaregnon.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

33.	544.	Le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode réitère les vœux qu'il a exprimés, à plusieurs reprises, en faveur de l'instruction obligatoire, laïque et gratuite et du suffrage universel.
-----	------	--

Même pétition du Conseil communal de Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur
et à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

34.	546.	Le sieur Gustave Debougnoux, greffier du conseil de prud'hommes de Verviers, sollicite le dépôt d'une loi établissant un barème des traitements pour les greffiers des conseils de prud'hommes en prenant comme type, par exemple, les barèmes des greffiers des justices de paix.
-----	------	--

Numéros
d'ordre.

Numéros
du registre des
pétitions.

Même pétition des greffiers ci-après :

V. Mariage, à Tournai ; Lucien Van Brabant, à Lokeren ; Henri Donck, à Ypres ; Alfred Figue, à Pâturages ; Théophile Colpaert, à Audenarde ; Vyncke, à Roulers ; De Boelpaepe, à Bruxelles.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

35. 547. Le Conseil communal de Sprimont émet un vœu unanime « pour que les législateurs votent, à bref délai, une loi qui diminuerait par voie d'extinction le nombre des débits de boissons en Belgique. »

Même pétition des Conseils communaux d'Ensival et de Courcelles.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

36. 548. Le Conseil communal de Saint-Gilles-lez-Bruxelles, « vivement ému par le terrible accident survenu, le 21 juillet dernier, sur le territoire de la commune, émet unanimement le vœu de voir la Législature compléter la loi sur la police du roulage dans le sens de l'imposition d'un examen préalable, à tout conducteur de voiture-automobile, propriétaire ou non du véhicule, examen portant sur l'état physique, les capacités techniques et la connaissance des lois et règlements sur la matière. »

Même pétition des Conseils communaux d'Ixelles et de Molenbeek-Saint-Jean.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

37. 549. Le Conseil provincial du Hainaut émet le vœu de voir abroger l'article 14, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 août 1887, en tant qu'il s'applique aux maisons de prostitution tolérées et officiellement surveillées par les pouvoirs publics.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros du registre des d'ordre.	Numéros des pétitions.
38.	550.

Le Conseil provincial d'Anvers émet le vœu de voir construire par l'Etat un chemin de fer entre le bassin houiller du Limbourg et la frontière hollandaise vers Bréda, via Moll, Arendonck, Turnhout et Hoogstraeten, avec embranchement de Hoogstraeten à Anvers, via Brecht.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer.

39.	551.	Le Conseil communal de Herstal proteste « avec la dernière énergie contre l'attitude du Gouvernement qui n'a pas craint de répandre le sang ouvrier pour défendre l'odieuse régime du vote plural qui le maintient au pouvoir. »
-----	------	--

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

40.	553.	Le Conseil communal de Lacuisine (Luxembourg) émet le vœu : « 1° De voir établir par l'État une route reliant Herbeumont (chemin de fer Muno-Bertrix) au point d'arrêt des Épioux (chemin de fer Virton-Bertrix) et rejoignant la route de l'État (Neufchâteau-Florenville); » 2° De voir élargir le pont sur la Semois à Lacuisine. »
-----	------	--

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

41.	554.	Le Conseil provincial du Hainaut émet le vœu « de voir établir le suffrage universel pur et simple et d'élargir les droits et la compétence des conseils provinciaux et communaux dans tous les domaines de leur activité. » Même pétition du Conseil communal de Courcelles.
-----	------	--

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
---------------------	--

42.

555.

Par pétition datée de Liège, les président et secrétaire de la Commission permanente belge de l'alimentation humaine « transmettent au Sénat le compte rendu des discussions qui ont eu lieu dans son sein au sujet de l'ensachement du pain et le vœu qu'elle a émis de voir cette mesure hygiénique se généraliser et être rendue obligatoire par les pouvoirs publics. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

43.

556.

Le Conseil communal d'Anderlecht émet le vœu :
« 1° de voir établir un enseignement primaire absolument neutre et obligatoire pour les enfants de six à quatorze ans ; 2° de voir établir une législation reculant jusqu'à quatorze ans l'âge d'admission des enfants dans l'industrie ; 3° de voir établir des sanctions assurant une fréquentation régulière des écoles primaires jusqu'à l'âge de quatorze ans et des écoles professionnelles jusqu'à l'âge de dix-huit ans. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

44.

557.

Par pétition datée de Braine-l'Alleud, M. André Gillis, notaire, secrétaire de la Chambre des notaires de l'arrondissement de Nivelles, transmet au Sénat le vœu de
« voir promulguer une loi interdisant aux notaires, avoués et huissiers, non seulement d'employer leurs clercs les dimanches et jours fériés, mais aussi d'ouvrir leurs études et de passer des actes ces jours, à la seule exception, pour les notaires, de la faculté de recevoir des testaments et des actes de dernière volonté. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

45.

558.

Les président et secrétaire de l'Association des commerçants de Charleroi transmettent au Sénat le texte d'une requête, signée par plus de 8,000 commerçants du Bassin de Charleroi.

Cette pétition, qui a été déposée sur le Bureau de la

Numéros
du registre des
d'ordre. pétitions.

Chambre des Représentants, exprime la confiance des pétitionnaires dans les Chambres pour rechercher les moyens d'éviter que le mouvement de grève générale — tenté par un grand nombre de citoyens, pour amener les pouvoirs publics à modifier le régime électoral — ne soit mis à exécution, et pour donner à la question la solution la plus compatible avec les intérêts supérieurs de la Nation.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

46. 558b. Par pétition datée de Liège, les sieurs Van Dest et Humblet, respectivement président et secrétaire de la Société générale des voyageurs de commerce de Liège, transmettent au Sénat le texte du vœu émis par l'assemblée générale de cette société tendant à voir les mandataires de la nation rechercher les moyens d'éviter la grève générale.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

47. 560. Le Conseil communal de Schaerbeek émet le vœu « de voir l'Administration des chemins de fer de l'Etat abandonner le projet soumis à son examen et reprendre l'étude du projet des communications entre Laeken et Schaerbeek en assurant une communication rapide et facile entre les deux communes, notamment par la création d'un passage carrossable sous les voies du chemin de fer. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer.

48. 561. Par pétition datée de Mont-Saint-Amand, le sieur Célestin Denys, ancien maréchal des logis de gendarmerie, qui compte vingt années de service, sollicite l'obtention d'une pension; à cette fin, il demande que la loi du 16 juillet 1902 soit rendue applicable à tout militaire ou gendarme ayant au moins vingt années de service et qui ont quitté l'armée ou la gendarmerie avant la mise en vigueur de la loi précitée.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
49.	564.

Le Conseil communal d'Anvers émet le vœu « de voir accorder la reconnaissance légale à l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

50.	565.	Le Collège échevinal de Laeken transmet au Sénat une expédition :
-----	------	---

1° Du vœu émis par son Conseil communal, à la séance du 11 novembre 1912, en faveur de la revision de l'article 47 de la Constitution et de l'instauration de l'instruction officielle obligatoire, laïque et gratuite;

2° De la délibération du 2 décembre 1912 portant sur les réserves faites quant à la rédaction de la délibération sur le vœu émis ci-dessus.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts
et à M. le Ministre de la Justice.*

51.	566.	Par pétition datée de Bruxelles, les président et secrétaire général de la « Fédération nationale des employés communaux de Belgique » prient la Législature de prendre des mesures contre l'envahissement de l'administration par des mandataires publics qui échangent leur mandat contre des charges rémunérées.
-----	------	---

Les pétitionnaires exposent la situation créée aux employés de carrière par cet envahissement, qui va sans cesse grandissant, et préconisent des dispositions législatives pour y mettre fin.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

52.	567.	Le Bourgmestre de Ledeborg transmet au Sénat diverses délibérations du Conseil communal de cette localité, relativement à l'enseignement officiel, au refus par le Collège échevinal d'exécuter les décisions du Conseil et aux dérogations à un règlement communal.
-----	------	--

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

Le Président,
Comte T'KINT DE ROODENBEKE.